



Centre de Recherche et d'Action sur les Droits  
Économiques Sociaux et Culturels



# En route vers la **COP 28** : L'Afrique en quête de justice climatique

# LA CRADESC PAVE LE CHEMIN D'UNE PARTICIPATION IMPACTANTE

À la veille de la COP 28, prévue du 30 novembre au 12 décembre à Dubaï, le CRADESC intensifie ses actions pour contribuer activement à faire progresser les efforts en faveur d'une transition énergétique juste.



En anticipation de la COP 28, le Centre de Recherche et d'Action sur les Droits Économiques Sociaux et Culturels (CRADESC) a joué un rôle essentiel. La récente conférence Oilwatch Africa organisée du 07 au 11 août au Sénégal par l'organisation en collaboration avec HOMEF (Home Of Mother Earth Foundation) a rassemblé des acteurs de plus de 20 pays africains pour débattre des enjeux liés au changement climatique et aux énergies renouvelables. Cette rencontre a souligné l'expansion des activités d'extraction des combustibles fossiles en Afrique, appelant à une transition énergétique équitable. Au cours de cet évènement, les participants

ont lancé [un appel poignant](#), formulant des recommandations adressées aux dirigeants africains. Ils exhortent ces derniers à demander, lors de la COP 28, une



reconnaissance de la dette climatique en faveur du continent africain, en réparation



des siècles de pollution et d'exploitation subis. Cette requête vise à obtenir une réparation climatique substantielle pour le continent. Ces acteurs de développement ont été témoins des souffrances endurées par les populations impactées par les effets du changement climatique lors de leurs visites au nord du Sénégal, dans la région de Saint-Louis. Profondément ébranlés par l'avancée inexorable de la mer, ces habitants de la langue de Barbarie ont été contraints d'abandonner leurs foyers et ont été relogés dans les camps de Boudiouck et de Khar Yallah, dépourvus d'eau et d'électricité. Ils ont également assisté au calvaire des pêcheurs de la région dont les moyens de subsistance sont durement affectés par l'installation d'une plateforme gazière au large des eaux de Guet Ndar, causant une diminution significative des ressources halieutiques et contribuant à la rareté du poisson.

extractive et à renforcer sa position favorable à une sortie des énergies fossiles.

De plus, le plaidoyer pour la protection du delta du Saloum contre l'exploitation des énergies fossiles suit son cours. Les équipes du CRADESC sont actuellement en mission dans le Delta du Saloum, entreprenant une cartographie participative cruciale dont la première phase a permis d'établir le profil historique de la région. La seconde phase en cours consiste à élaborer un protocole bioculturel communautaire essentiel. Cette initiative met en lumière les ressources exceptionnelles du Delta du Saloum et constitue une ligne de front pour sauvegarder cette région dotée d'un potentiel culturel exceptionnel et des ressources naturelles considérables. Face à la menace imminente de l'exploration pétrolière qui plane sur cette région, cette mission prend une dimension stratégique en contribuant à la sensibilisation et à la mobilisation internationale pour la protection de cette zone unique. Cette implication sera particulièrement pertinente à la table de la COP28, soulignant l'importance cruciale de la préservation du Delta du Saloum dans le contexte global des enjeux climatiques. Ce plaidoyer en faveur de la protection du Delta du Saloum, ajouté à la publication d'un bulletin sur la transition énergétique en collaboration avec les organisations Heinrich Böll et legs Africa soulignent les actions concrètes entreprises pour influencer les politiques en faveur de la justice climatique.



à l'échelle internationale, la participation active du CRADESC à des événements tels que la semaine climatique de Nairobi au Kenya et l'Assemblée des Femmes pour le Climat au Nigeria démontre son engagement à défendre les droits des communautés affectées par l'industrie

# PLAIDER POUR LE DÉSINVESTISSEMENT DES ÉNERGIES FOSSILES À LA COP 28: L'AFRIQUE ENTRE VULNÉRABILITÉ ACCRUE ET COÛTS HUMAINS



Organisée à Dubaï, pays classé huitième producteur mondial de pétrole, sous la présidence éminente du Sultan Ahmed Al-Jaber, la COP 28 se présente comme une opportunité cruciale pour les États Africains et les organisations de la société civile. Ce sera l'occasion de confronter les lobbyistes des énergies fossiles, et ce, dans le dessein de défendre vigoureusement les intérêts de se mouvoir vers des solutions énergétiques propres. L'Afrique, malgré sa contribution relativement faible aux émissions mondiales de gaz à effet de serre, subit de manière disproportionnée les conséquences dévastatrices du changement climatique. [Le 6ème rapport intergouvernemental sur](#)

[l'évaluation du climat \(GIEC\) publié en 2022](#) stipule qu'en Afrique, 3,5 milliards de personnes vivent dans des zones très vulnérables au changement climatique. Les récentes catastrophes naturelles, telles que le séisme magnitude au Maroc en septembre 2023 ayant causé la mort de 3000 personnes, le cyclone Freddy au Mozambique, à Madagascar, au Malawi, les inondations au Nigeria en 2022, et les sécheresses en Éthiopie, témoignent de la vulnérabilité du continent. Les pays africains ont dû mobiliser d'importantes ressources pour faire face à ces crises, détournant ainsi des fonds qui pourraient être investis dans des secteurs cruciaux tels que la santé et l'éducation.



# LES INVESTISSEMENTS FACE AUX EFFETS DU CHANGEMENT CLIMATIQUE EN AFRIQUE



Les pays africains ont investi des milliards dans des initiatives visant à atténuer les effets du changement climatique. Selon le rapport de la Banque Africaine de Développement (BAD) sur le financement climatique en Afrique, les pays du continent ont mobilisé plus de [12 milliards de dollars en 2021 pour des projets liés au climat](#). Ces investissements incluent des efforts de transition vers des énergies renouvelables, des programmes de reforestation et des projets d'infrastructures résilientes aux changements climatiques. Selon le PNUD, la période allant de 2020 à 2030 requiert un [financement estimé à environ 2 800 milliards de dollars américains pour les Contributions Déterminées au Niveau National](#), représentant ainsi plus de 93 % du Produit Intérieur Brut de l'Afrique. Cependant, malgré ces investissements, les financements climatiques actuels demeurent insuffisants pour répondre aux besoins réels. Le rapport du Centre Africain pour la Politique en Matière de Changement Climatique indique que l'Afrique nécessite au moins 30 milliards de dollars par an pour faire face aux défis climatiques, mettant ainsi en évidence la nécessité d'une action mondiale concertée lors de la COP 28.

# COP 27 : UN GOÛT D'INACHEVÉ POUR LES ÉTATS AFRICAINS!



Malgré l'accord sur la création d'un fonds de pertes et dommages à la COP 27 à Sharm el-Sheikh l'année dernière, les résolutions de cette rencontre tardent à se concrétiser. Les engagements encore insuffisants des pays développés en matière de financement et de réduction des émissions suscitent une désillusion palpable. Le secteur extractif est loin d'être désinvesti par les grandes puissances. Depuis la clôture de la COP 27 en 2022, c'est seulement ce 03 et 04 novembre que le comité de transition sur les pertes et préjudices a


tenu sa [cinquième réunion](#), marquant ainsi un laps de temps considérable quant à l'effectivité de ces fonds. À l'issue de cette rencontre, la décision a été prise que la Banque mondiale héberge ces fonds, une résolution qui suscite des opinions partagées. Certains États africains ont soulevé des préoccupations quant à la sensibilité limitée des projets de la Banque mondiale aux enjeux climatiques. Néanmoins, la Cop 28 nourrit beaucoup d'espoirs et est préparée avec beaucoup d'entrain par les pays en voie de développement.

## ENGAGEMENTS SANS FAILLE DU CRADESC POUR UNE TRANSITION CLIMATIQUE ÉQUITABLE EN AFRIQUE À LA VEILLE DE LA COP 28

Le CRADESC reste résolument engagé, se préparant activement pour la COP 28. Les enseignements de la COP 27 guident les actions présentes, mettant en lumière l'impératif d'une transition équitable loin des énergies fossiles. Le CRADESC plaide pour une sortie juste des énergies fossiles, soulignant que malgré la richesse en ressources naturelles de l'Afrique, l'accès à l'énergie demeure un défi majeur. L'effectivité du fonds des pertes et dommages est un point crucial pour le CRADESC, qui attend des États qu'ils reconnaissent l'impact disproportionné du changement climatique sur le continent africain et assument leur responsabilité. En préparation de la COP 28, l'organisation continue de poser des actes concrets pour influencer les politiques climatiques et promouvoir une transition énergétique équitable en Afrique.







 (+221) 33 865 05 44

 [contact@cradesc.org](mailto:contact@cradesc.org)

 [www.cradesc.org](http://www.cradesc.org)

 Cité Cosépi, Ngor Almadies,  
Dakar, Sénégal.

 **Produit par le CRADESC - Dakar, Novembre 2023**

 **Crédit Photos - CRADESC**

 **Crédit Photos - Europe 1**



Centre de Recherche et d'Action sur les Droits  
Économiques Sociaux et Culturels

La présente publication détient les droits exclusifs du  
CRADESC. Elle est strictement non commerciale et ne  
peut en aucun cas être vendue.